

# TENIR L'AFRIQUE DU SUD EN RESPECT

*Pour mener sa stratégie d'opposition au changement, l'Afrique du Sud compte sur la faiblesse des États voisins. Le Canada peut jouer un rôle important en aidant les États africains de la ligne de front à défendre leurs frontières et à relancer leurs économies affaiblies.*

PAR STEVE GODFREY

DEPUIS L'ARRIVÉE AU POUVOIR en 1984 du gouvernement conservateur, le Canada suit à l'égard de l'Afrique du Sud une politique qui se distingue très nettement de l'attitude plutôt «accommodante» de ses principaux alliés occidentaux. À la faveur des convictions personnelles du Premier ministre, la politique officielle du Canada s'est peu à peu imprégnée, au fil des innombrables échanges et rencontres privés tenus avec MM. Mulroney et Clark et avec d'autres ministres canadiens, des points de vue exprimés par les dirigeants des États de la ligne de front et par les chefs de file de la majorité noire d'Afrique du Sud. Le Canada s'est efforcé de resserrer ses liens politiques avec les États voisins de la République, et il a également commencé à réorienter ses relations économiques avec ce pays pour se rapprocher de ces derniers. Pendant ce temps en Afrique australe, c'est l'inexorable escalade de la violence. Les affrontements ont déjà fait des milliers de victimes en Afrique du Sud même, et des centaines de milliers dans la région. Que l'on soit Blanc ou Noir, il est impossible d'échapper aux troubles économiques et politiques qui secouent une région en état de guerre.

Comme son président et son ministre des Affaires extérieures se plaisent à le répéter, l'Afrique du Sud est une superpuissance régionale en Afrique australe. Sa population équivalait à la moitié de celle des neuf États voisins, et sa production annuelle est deux fois plus importante. Sur le plan militaire, les effectifs de ses forces régulières et de ses réserves (613 000) sont environ quatre fois plus nombreux que ceux des forces armées de ses voisins. Sept des États situés à proximité de l'Afrique du Sud dépendent d'elle pour leur approvisionnement en

biens stratégiques comme l'énergie, les denrées alimentaires et les devises étrangères; quant au Botswana, au Lesotho et au Swaziland, ils sont carrément intégrés à l'économie sud-africaine.

Mais cette omnipotence n'a pas empêché l'Afrique du Sud de perdre depuis le début des années 1980 une grande partie de l'influence qu'elle exerçait jadis sur ses voisins. Vers la fin des années 1970, elle a mis sur pied une politique régionale fondée sur la constitution en Afrique australe d'une «constellation» d'États enfermés dans une dépendance économique et politique à son égard. Les États de la ligne de front ont réussi à faire échec à la stratégie sud-africaine, qui visait à renforcer cette dépendance, en fondant en 1980 la Conférence de coordination du développement en Afrique australe (CCDAA)\*.

LA CRÉATION DE LA CCDAA RÉPONDAIT à un double objectif : réduire la dépendance économique de ses membres à l'égard de l'extérieur (et en particulier, de l'Afrique du Sud), et nouer entre eux des liens de coopération économique. Le concept a séduit non seulement les États de la ligne de front, mais aussi le Lesotho, le Swaziland et le Malawi, et il a entraîné les pays indépendants de la région dans un processus qui a progressivement contribué à déplacer le centre de gravité politique dans la région, qui était jusqu'alors Pretoria.

La CCDAA s'est attaquée en premier lieu à la remise en état des lignes de chemins de fer qui traversent le Mozambique et la Tanzanie, afin d'éviter d'avoir à passer par l'Afrique du Sud. Le Programme d'action de la Conférence porte également sur des questions liées à

\* Les États de la ligne de front sont l'Angola, le Botswana, le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Sont membres de la CCDAA tous les États de la ligne de front, plus le Lesotho, le Malawi et le Swaziland.

l'énergie, à l'alimentation, à l'agriculture, à l'exploitation minière, à l'industrie, à la pêche et à d'autres secteurs. Près de 500 projets ont été mis sur pied jusqu'à présent, pour un coût total de 6,4 milliards de dollars américains; on a par ailleurs recueilli 2,2 milliards de dollars sous forme d'investissements.

En instaurant entre les pays membres des relations économiques plus étroites, la CCDAA peut opposer à l'Afrique du Sud un dispositif collectif de sécurité économique et elle répond aux intérêts nationaux de l'ensemble des neuf nations membres. Cette alliance a eu une répercussion politique plus subtile, à savoir qu'elle a permis à ses membres de rompre la tradition d'isolement héritée de la colonisation. Ces pays, en effet, entretenaient par le passé davantage de relations avec l'Afrique du Sud et avec leurs métropoles respectives qu'ils n'en avaient entre eux.

L'Afrique du Sud n'a pas réussi jusqu'à présent à faire échec à la CCDAA par des moyens politiques ou économiques, et même les membres les plus conservateurs ou dépendants continuent de la soutenir. Malgré des divergences d'opinions sur de nombreuses questions, on préfère la solidarité régionale à la solution d'une dépendance accrue à l'égard de Pretoria.

Avec l'échec de sa stratégie régionale, l'Afrique du Sud estime avoir perdu une bataille, mais pas la guerre. En vertu des doctrines de politique étrangère du gouvernement sud-africain, la région constitue pour le pays une sphère d'influence naturelle et un important marché. Des voisins alliés ou dépendants peuvent faire office de «remparts» contre les sanctions et de partenaires dans la lutte contre la résistance politique ou armée qu'on oppose à l'apartheid.

C'est en partant de ce raisonnement, que les principales puissances

occidentales ont accepté entre 1980 et 1985, que l'Afrique du Sud a mis sur pied avec succès une ambitieuse campagne de déstabilisation régionale, qui se poursuit encore aujourd'hui. Elle combine des interventions militaires directes, le soutien de mouvements insurrectionnels au Mozambique et en Angola et, enfin, des actions de chantage économique et de sabotage.

EN OCCIDENT, ON N'A PAS ENCORE saisi toute l'ampleur des dégâts humains et matériels de cette politique. Si l'on en croit les estimations de la CCDAA et des Nations-Unies, la stratégie sud-africaine de déstabilisation a coûté aux pays membres de la CCDAA plus de dix milliards de dollars américains entre 1980 et 1984, et ce chiffre s'élevait à plus de vingt-cinq milliards à la fin de 1986. Les pertes subies entre 1980 et 1984 sont supérieures au montant total de l'aide injectée dans la région pendant la même période, et elles représentent approximativement un tiers des recettes totales à l'exportation. Derrière ces chiffres, une cruelle réalité : d'après le FISE, la politique de l'Afrique du Sud aurait directement causé la mort entre 1980 et 1986 de quelque 535 000 enfants en Angola et au Mozambique. Dans certaines régions de ces deux pays, plus rien ne fonctionne normalement, et au Mozambique, plus de cent mille personnes ont souffert de la famine entre 1984 et 1985, le climat d'insécurité ayant empêché l'acheminement des ravitaillements de secours. En Angola, 60 000 personnes, principalement des femmes et des enfants, ont perdu un ou plusieurs membres dans l'explosion de mines posées par des guerrilleros soutenus par l'Afrique du Sud.

La politique menée par l'Afrique du Sud est une stratégie complexe